



**PRÉFET
DU VAL-D'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité Départementale du Val-d'Oise**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté n° IC-25-051

de mise en demeure

Société URSOVAL

à LOUVRES

**Le Préfet du Val-d'Oise
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;

Vu le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

Vu le décret du Président de la République du 6 mars 2025 nommant Mme Hélène GIRARDOT, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de l'arrondissement de Pontoise ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 19-024 du 22 mars 2019 autorisant la société BARJANE à exploiter un entrepôt sur le territoire de la commune de LOUVRES – Zone d'Activités de la Butte aux Bergers – 11, rue du Noyer à la Malice ;

Vu le courrier du 12 janvier 2022 de la société URSOVAL déclarant prendre la succession de la société BARJANE pour l'exploitation des installations classées situées à LOUVRES - Zone d'Activités de la Butte aux Bergers – 11, rue du Noyer à la Malice ;

Vu le courrier du 20 janvier 2022 de l'inspection des installations classées prenant notamment acte du changement d'exploitant au profit de la société URSOVAL pour les installations classées précédemment exploitées par la société BARJANE implantées à LOUVRES - Zone d'Activités de la Butte aux Bergers - 11, rue du Noyer à la Malice ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 25-011 du 28 mars 2025 donnant délégation de signature à Mme Hélène GIRARDOT, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de l'arrondissement de Pontoise ;

Vu le rapport du 25 février 2025 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France établi suite à la visite d'inspection réalisée le 24 février 2025 sur le site exploité par la société URSOVAL à LOUVRES - Zone d'Activités de la Butte aux Bergers – 11, rue du Noyer à la Malice ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées du 25 février 2025 adressé à la société URSOVAL lui transmettant le rapport du 25 février 2025 susvisé, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement et lui accordant un délai de quinze jours pour faire part de ses observations ;

Considérant que le délai laissé à la société URSOVAL s'est écoulé sans aucune observation de sa part ;

Considérant que la visite d'inspection du 24 février 2025 a permis de constater que :

- contrairement aux articles 1.4 et 3.5 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé, l'exploitant ne tient pas à jour un état des matières stockées accessible à tout moment et pouvant servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ;
- contrairement à l'article 22 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé, l'exploitant ne met pas en place une maintenance suffisante des portes coupe-feu afin qu'elles soient fonctionnelles ;

Considérant que les manquements précités constituent des non-conformités à la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que ces non-conformités sont de nature à présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en conséquence, afin de préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, il convient de faire application de l'article L. 171-8 de ce même code en mettant en demeure la société URSOVAL de se mettre en conformité sur ces sujets ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

A R R Ê T E

Article 1er : Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, la société URSOVAL, ci-dessous dénommée l'exploitant, implantée sur le territoire de la commune de LOUVRES,- Zone d'Activités de la Butte aux Bergers – 11, rue du Noyer à la Malice, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté** les dispositions des articles 1.4 et 3.5 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé.

L'exploitant transmettra les justificatifs de remise en conformité : état des stocks réalisé pour l'entrepôt et actions réalisées afin que cet état des matières stockées soit accessible à tout moment et puisse servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel.

Article 2 : La société URSOVAL est mise en demeure de respecter, **dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé.

Elle doit démontrer la remise en fonctionnement de la porte coupe-feu coulissante entre les cellules C et D. Elle doit transmettre le dernier rapport de vérification de la porte coupe-feu du local de charge de BA&SH et démontrer que cette porte est contrôlée annuellement.

Article 3 : En cas de non-respect d'une des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Conformément aux dispositions des articles L. 171-11 et R. 181-51 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de CERGY-PONTOISE – 2/4, boulevard de l'Hautil – BP 30322 – 95027 CERGY-PONTOISE Cedex par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte lui a été notifié.

Le tribunal administratif de CERGY-PONTOISE peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 6 : La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et le maire de LOUVRES sont chargés, chacun en qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Cergy, le 12 MAI 2025

Le préfet,



Philippe COURT

